ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 5 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 198

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4395

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 28.9.1955 Πρωτοκόλου τῆς Χάγης, περὶ τροποποιήσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βαρσοβίᾳ, τῇ 12 Ὀκτωβρίου 1929 Συμβάσεως περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διεθνῆ δι' ἀέρος μεταφορὰν καὶ κωδικοποιήσεως τῶν κειμένων τῶν ἐν ἰσχύϊ Διεθνῶν Ἀεροπορικῶν Συμβάσεων.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 17 Σεπτεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου τὸ ἀπὸ 28.9.1955 Πρωτόκολλον τῆς Χάγης «περὶ τροποποιήσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βαρσοβίᾳ τῇ 12 Ὀκτωβρίου 1929 Συμβάσεως, περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διεθνῆ δι' ἀέρος μεταφοράν», οὗτινος τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ, κατὰ τὰ ἀνωτέρω, κυρωμένου Πρωτοκόλλου ἄρχεται συμφώνως πρὸς τὰ ἐν ἄρθρῳ 22 αὐτοῦ εἰδικώτερον καθοριζόμενα.

3. Δύναται ὁ Ὑπουργὸς Συγκοινωνιῶν διὰ Διαταγμάτων νὰ κωδικοποιῇ εἰς ἐνιαῖον κείμενον τὰς διατάξεις τῶν κυρωθεισῶν καὶ ἐν ἰσχύϊ τελουσῶν Διεθνῶν Ἀεροπορικῶν Συμβάσεων, ὡς ἀπὸ τῆς κυρώσεώς των ἐνδεχομένως συνεπληρώθησαν καὶ ἐτροποποιήθησαν, ἐπιτρεπομένης ἐν ταὐτῷ τῆς εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἐπαναμεταφράσεως τῶν οἰκείων πρωτοτύπων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ὀκτωβρίου 1964

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΕΦ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Κ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, Κ. ΜΑΡΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, Ε. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΙΑΚΑΣ, Γ. ΜΤΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ὀκτωβρίου 1964

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

PROTOCOLE

portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au tranport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929

Les Gouvernements soussignés

Considerant qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, Sont Convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER
AMENDEMENTS A LA CONVENTION

Article premier

A l'article premier de la Convention

a) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«2. Est qualifié transport international, au sens de la présente Convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement. sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties Contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie Contractance si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat, mème si cet Etat n'est pas une Haute Partie Contractante. Le transport sans une telle escale entre deux points du territoire d'une seule Haute Partie Contractante n'est pas considéré comme international au sens de de la présente Convention.»

b) l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«3. Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de la présente Convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un eul contrat ou d'une série de contrats, et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans le territoire d'un même Etat.»

Article II.

A l'article 2 de la Convention.

l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«2. La présente Convention ne s'applique pas au transport du courrier et des colis postaux».

Article III.

A l'article 3 de la Convention.

a) l'alinéa 1er est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«1. Dans le transport de passagers, un billet de passage doit être délivré, contenant:

a) l'indication des points de départ et de destination:

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prevues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant que si les passagers entreprennent un voyage comportant une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, leur transport peur être régi par la Convention de Varsovie qui, en géneral, limite la responsabilité du transporteur en cas de mort ou de lésion corporelle, ainsi qu'en cas de perte ou d'avarie des bagages».

b) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«2. Le billet de passage fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moin soumis aux rêgles de la présente Convention. Toutefois, si, du consentement du transporteur, le passager s'embarque sans qu'un billet de passage ait été délivré, ou si le billet ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1c/du présent article, le transporteurn'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22».

Article IV.

A l'article 4 de la Convention.

a) les alinéas 1, 2 et 3 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante:

«1. Dans le transport de bagages enregistrés, un bulletin de bagages doit être délivré qui, s'il n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1er, ou n'est pas inclu dans un tel billet, doit contenir:

a) l'indication des points de départ et de distination;

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général. limite la responsabilité du transporteur en cas de perte ou d'avarie des bagages».

b) l'alinéa 4 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«2. Le bulletin de bagages fait foi, jusqu'à preuve contraire, de l'enregistrement des bagages et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence ni la validité du contral de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si le transporteur accepte la garde des bagages sans qu' un bulletin ait été délivré ou si, dans le cas où le bulletin n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispostions de l'article3, alinéa 1 c) ou n'est pas inclu dans un tel billet, il ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c) du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.»

Article V.

A l'article 6 de la Convention.

l'alinea 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«3. La signature du transporteur doit être apposée avant l'embarquement de la marchandise à bord de l' aéronef».

Article VI.

L'article 8 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«La lettre de transport aérien doit contenir:

a) l'indication des points de départ et de destination;

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant aux expéditeurs que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité des transporteurs en cas de perte ou d' avarie des marchandises.

Article VII.

L'article 9 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«Si, du consentement du transporteur, des marchandises sont embarquées à bord de l'aéronef sans qu' une lettre de transport aérien ait été établie ou si celle-ci ne comporte pas l'avis prescrit à l'article 8, alinéa c) le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.»

Article VIII.

A l'article 10 de la Convention.

l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

«2. Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou par toute autre personne à l'égard de laquelle la responsabilité du transporteur est engagée à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes».

Article IX.

A l'article 15 de la Convention.

l'alinéa suivant est inséré:

«3. Rien dans la présente Convention n'empêche l'établissement d'une lettre de transport aérien négociable.»

Article X.

L'alinéa 2 de l'article 20 de la Convention est supprimé.

Article XI.

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes;

«Article 22.

1. Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur relative à chaque passager est limitée à la somme de deux cent cinquante mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente. le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois par une convention speciale avec le transporteur, le passager pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. a) Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée a la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au monent de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la som me déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intéret réel de l'expéditeur à la livraison.

b) En cas de perte, d'avarie ou de retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou de tout objet qui y est contenu,seul le poids total du ou des colis dont il s'agit est pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité du transporteur. Toutefois. lorsque la perte, l'avarie ou le retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou d'un objet qui y est contenu, affecte la valeur d'autres colis couverts par le même bulletin de bagages ou la même lettre de transport aérien, le poids total de ces colis doit être pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité.

3. En ce qui concerne les objets dont le passager conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par passager.

4. Les limites fixées par le présent article n' ont pas pour effet d' enlever au tribunal la faculté d' allouer en outre, conformément à sa loi une somme correspondant à tout ou partie des dépenses et autres frais du procés exposès par le demandeur. La disposition précédente ne s' applique pas lorsque le montant de l' indemnité allouée, non compris les dépenses et autres frais de procès, ne dépasse pas la somme que le transporteur a offerte par écrit au demandeur dans un délai de six mois à dater du fait qui a causé le dommage ou avant l' introduction de l' instance si celle-ci est postérieure à ce délai.

5. Les sommes indiquées en francs dans le présent article sont considérées comme se rapportant à une unité monétaire constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds. La conversion de ces sommes en monnaies nationales autres que la monnaie-or s' effectuera en cas d' instance judiciaire suivant la valeur-or de ces monnaies à la date du jugement.

Article XII

A l' article 23 de la Convention, la disposition actuelle devient l' alinéa 1er, et l' alinea 2 suivant est ajouté :

«2. L' alinéa 1er du présent article ne s' applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées».

Article XIII

A l' article 25 de la Convention

Les alinéas 1 et 2 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante :

«Les limites de responsabilité prévues à l' article 22 ne s' appliquent pas s' il est prouvé que le dommage résulte d' un acte ou d' une omission du tranporteur ou de ses préposés fait, soit avec l' intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu' un dommage en résultera probablement, pour autant que, dans le cas d' un acte ou d' une omission de préposés la preuve soit également apportée que ceux-ci ont agi dans l' exercice de leur fonctions».

Article XIV

Après l' article 25 de la Convention, l' article suivant est inséré :

Article 25A

1. Si une action est intentée contre un préposé du transporteur à la suite d' un dommage visé par la présente Convention, ce préposé, s' il prouve qu' il a agi dans l' exercice de ses fonctions, pourra se prévaloir des limites de responsabilité que peut invoquer ce transporteur en vertu de l' article 22.

2. Le montant total de la réparation qui, dans ce cas, peut être obtenu du transporteur et de ses préposés ne doit pas dépasser lesdites limites.

3. Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ne s' appliquent pas s' il est prouvé que le dommage résulte d' un acte ou d' une omission du préposé fait, soit avec l' intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu' un dommage en résultera probablement».

Article XV

A l' article 26 de la Convention

l' alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

«2. En cas d' avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l' avarie et, au plus tard, dans un délai de sept jours pour les bagages et de quatorze jours pour les marchandises à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les vingt et un jours à dater du jour

ou le bagages ou la marchandise auront été mis à sa disposition».

Article XVI

L' article 34 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

Les dispositions des article 3 à 9 inclus relatives aux titres de transport ne sont pas applicables au transport effectué dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l' exploitation aérienne».

Article XVII

Après l' article 40 de la Convention, l' article suivant est inséré :

Article 40A

1. A l' article 37, alinéa 2 et à l' article 40, alinéa 1er l' expression Haute Partie Contractante signifie Etat. Dans les autres cas, l' expressionHaute Partie Contractante signifie un Etat dont la ratification ou l' adhésion à la Convention a pris effet et dont la dénonciation n' a pas pris effet.

2. Aux fins de la Convention, le mot territoire signifie non seulement le territoire métropolitain d' un Etat, mais aussi tous les territoires qu' il représente dans les relations extérieures».

CHAPITRE II

Champ d' application
De la convention amendée

Article XVIII

La Convention amendée par le présent protocole s' applique au transport international défini à l' article premier de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent protocole, soit sur le territoire d' un seul Etat partie au présent protocole si une escale est prévue sur le territoire d' un autre Etat.

CHAPITRE III
Dispositions protocolaires

Article XIX

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés Convention de Varsovie amendée à la Haye en 1955.

Article XXX

Jusqu' à sa date d' entrée en vigueur conformément aux dispositions de l' article XXII, alinéa 1er, le présent Protocole restera ouvert à la signature à tout Etat qui aura ratifié la Convention ou y aura adhéré, ainsi qu' à tout Etat ayant participé à la Conférence à laquelle ce Protocole a été adopté.

Article XXI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n' est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par ce Protocole.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

Article XXII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, in entrera en vigueur entre ces Etats le quatre–vingt–dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l' egard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre vingt dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l' Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

Article XXIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l' adhésion de tout Etat non signataire.

2. L' adhésion au présent Protocole par un Etat qui n' est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L' adhésion sera effectuée par le dépôt d' un instrument d' adhésion auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne et produira ses effets le quatre–vingt dixième jour après ce dépôt.

Article XXIV

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de reception par le Governement de la République Populaire de Pologne de la notification de dénonciation.

3. Entre les parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l' une d' elle en vertu de l' article 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article XXV

1. Le présent Protocole s' appliquera à tous les territoires qu' un Etat partie à ce Protocole représente dans les relations extérieures, à l' exception des territoires à l' égard desquels une déclaration a été faite conformément à l' alinéa 2 du présent article.

2. Tout Etat pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion, déclarer que son acceptation du présent Protocole ne vise pas un ou plusieurs des territoires qu' il représente dans les relations extérieures.

3. Tout Etat pourra par la suite notifier au Gouvernement de la République Populaire de Pologne que le présent Protocole s' appliquera à un ou plusieurs des territoires ayant fait l' objet de la déclaration prévue à l' alinéa 2 du présent article. Cette notification produira ses effets le quatre vingt–dixième jour après la date de sa réception par ce Gouvernement.

4. Tout Etat partie à ce Protocole pourra, conformément au dispositions de l' article XXIV, alinéa 1er, dénoncer le présent Protocole séparément pour tous ou pour l' un quelconque des territoires qu' il représente dans les relations extérieures.

Article XXVI

Il ne sera admis aucun réserve au présent Protocole. Toutefois, un Etat pourra à tout moment déclarer par notification faite au Gouvernement de la République de Pologne que la Convention amendée par le présent Protocole ne s' appliquera pas au transport de personnes, de marchandises et de bagages effectué pour ses autorités militaires à bord d' aéronefs immatriculés dans ledit Etat et dont la capacité entière à été réservée par ces autorités pour le compte de celles–ci.

Article XXVII

Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne notifiera immédiatement aux Gouvernements de tous les Etats signataires de la Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats parties à la Convention ou au présent Protocole, et de tous les Etats

membres de l' Organisation de l' aviation civile internationale ou de l' Organisation des Nations Unies, ainsi qu' à l' Organisation de l' Aviation civile internationale :

a) toute signature du présent Protocole et la date de cette signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification du présent Protocole ou d' adhésion à ce dernier et la date de ce dépôt;

c) la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur conformément à l' alinéa 1er de l' article XXII;

d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;

e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l' article XXV et la date de réception; et

f) la réception de toute notification faite en vertu de l' article XXVI et la date de réception.

En foi de quoi les Plénipotentiaires sussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à la Haye le vingt-huitième jour du mois de septembre de l' annee mil neuf cent cinquante-cinq, en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention avait été rédigée, fera foi.

Le présent Protocole sera déposé auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne où, conformément aux dispositions de l' article XX, il restera ouvert à la signature, et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées du présent Protocola aux Gouvernements de tous les Etats signataires de a Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats parties à la Convention ou au présent Protocole, et de tous les Etats membres de l' Organisation de l' Aviation civile internationale ou de l' Organisation des Nations Unies, ainsi qu' à l' Organisation de l' Aviation civile internationale.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τροποποιήσεως τῆς ὑπογραφείσης εἰς Βαρσοβίαν τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1929 Συμβάσεως «περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διεθνῆ δι' ἀέρος μεταφοράν».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Ἄρθρον 1.

Ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς Συμβάσεως:

α) Ἡ παράγραφος 2 δ' ἀπαλειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

«2. Χαρακτηρίζεται «διεθνὴς μεταφορὰ» ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως πᾶσα μεταφορὰ ἐν τῇ ὁποίᾳ, συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν Μερῶν συμφωνηθέντα, τὸ σημεῖον τῆς ἀναχωρήσεως καὶ τὸ σημεῖον τοῦ προορισμοῦ, ἀνεξαρτήτως ἐὰν λάβῃ χώραν διακοπὴ τῆς μεταφορᾶς ἢ μεταφόρτωσις, εὑρίσκονται εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς μόνον Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, ἐφ' ὅσον συνεφωνήθη σημεῖον σταθμεύσεως ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους καὶ ἐὰν ἀκόμη τὸ Κράτος τοῦτο δὲν εἶναι Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος.

Μεταφορὰ μεταξὺ δύο σημείων ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἄνευ συμπεφωνημένου σημείου σταθμεύσεως ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους δὲν θεωρεῖται διεθνὴς ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

β) Ἡ παράγραφος 3 δ' ἀπαλειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

3. Μεταφορὰ ἐκτελεσθησομένη ὑπὸ πλειόνων διαδοχικῶν ἐναερίων μεταφορέων, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως, θεωρεῖται ὅτι ἀποτελεῖ μίαν ἐνιαίαν μεταφορὰν ἐφ' ὅσον ἔχει θεωρηθῆ ὑπὸ τῶν μερῶν ὡς μία καὶ μόνη ἐκμετάλλευσις εἴτε συνεφωνήθη ὑπὸ τὴν μορφὴν ἑνὸς ἐνιαίου συμβολαίου ἢ σειρᾶς συμβολαίων, δὲν ἀποβάλλει δὲ τὸν διεθνῆ αὐτῆς χαρακτῆρα ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἓν μόνον συμβόλαιον ἢ σειρὰ συμβολαίων πρόκειται νὰ ἐκτελεσθοῦν ἐξ ὁλοκλήρου ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς καὶ τοῦ αὐτοῦ Κράτους.

Ἄρθρον II.

Ἐν ἄρθρῳ 2 τῆς Συμβάσεως:

Ἡ παράγραφος 2 δ' ἀπαλειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ μεταφορᾶς Ταχυδρομείου καὶ ταχυδρομικῶν δεμάτων.

Ἄρθρον III.

Ἐν ἄρθρῳ 3 τῆς Συμβάσεως:

α) Ἡ παράγραφος 1 δ' ἀπαλειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

1) Διὰ τὴν μεταφορὰν ἐπιβατῶν δέον νὰ παραδίδηται εἰσιτήριον περιέχον: α) Ἔνδειξιν τῶν σημείων ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ. β) Ἐὰν τὰ σημεῖα ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αὐτοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἓν ἢ πλείονα συμπεφωνημένα σημεῖα σταθμεύσεως εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους, ἔνδειξιν ἑνὸς τῶν σημείων τούτων σταθμεύσεως. γ) Ἐὰν τὸ ταξείδιον τοῦ ἐπιβάτου προβλέπῃ τελικὸν προορισμὸν ἢ στάθμευσιν ἐντὸς Κράτους ἑτέρου τοῦ Κράτους ἀναχωρήσεως, γνωστοποίησιν ὅτι εἶναι δυνατὸν ἡ μεταφορὰ νὰ διέπηται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, ἥτις κατὰ κανόνα περιορίζει τὴν εὐθύνην τοῦ μεταφορέως εἰς περίπτωσιν θανάτου ἢ σωματικῆς βλάβης ὡς καὶ εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας ἢ ζημίας τῶν ἀποσκευῶν.

β) Ἡ παράγραφος 2 δ' ἀπαλειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

2) Τὸ εἰσιτήριον τοῦ ἐπιβάτου, μέχρις ἀποδείξεως τοῦ ἐναντίου, θὰ ἀποτελῇ ἀπόδειξιν τῆς συνάψεως καὶ τῶν ὅρων τῆς συμβάσεως μεταφορᾶς. Ἔλλειψις, ἀνωμαλία, ἢ ἀπώλεια τοῦ εἰσιτηρίου τοῦ ἐπιβάτου δὲν ἐπηρεάζει οὔτε τὴν ὕπαρξιν οὔτε τὴν ἰσχὺν τῆς συμβάσεως μεταφορᾶς ἥτις ἐν πάσῃ περιπτώσει θὰ διέπεται ὑπὸ τῶν κανόνων τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἐν τούτοις ἐὰν τῇ συγκαταθέσει τοῦ μεταφορέως ὁ ἐπιβάτης ἐπιβιβάζεται ἄνευ παραδόσεως εἰσιτηρίου ἐπιβάτου ἢ ἐὰν τὸ εἰσιτήριον δὲν περιέχῃ τὴν γνωστοποίησιν τὴν ἀπαιτουμένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ μεταφορεὺς δὲν θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρον 4.

Ἐν ἄρθρῳ 4 τῆς Συμβάσεως:

α) Αἱ παράγραφοι 1, 2 καὶ 3 δ' ἀπαλειφθοῦν καὶ ἀντικατασταθοῦν ὡς ἀκολούθως:

1) Διὰ τὴν μεταφορὰν καταγεγραμμένων ἀποσκευῶν θὰ παραδίδεται δελτίον ἀποσκευῶν ὅπερ, ἐὰν δὲν εἶναι συνδεδυασμένον μετὰ ἢ ἐνσωματωμένον εἰς τὸ εἰσιτήριον τοῦ ἐπιβάτου, ὅπερ ἐξεδόθη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 παράγραφος 1, θὰ περιέχῃ:

α) Ἔνδειξιν τῶν σημείων ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ.

β) Ἐὰν τὰ σημεῖα ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αὐτοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἓν ἢ πλείονα συμπεφωνημένα σημεῖα σταθμεύσεως εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους, ἔνδειξιν ἑνὸς τῶν σημείων τούτων σταθμεύσεως.

γ) Ἐὰν ἡ μεταφορὰ προβλέπῃ τελικὸν προορισμὸν ἢ στάθμευσιν ἐντὸς Κράτους ἑτέρου τοῦ Κράτους ἀναχωρήσεως, γνωστοποίησιν ὅτι αὕτη δυνατὸν νὰ διέπηται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας, ἥτις κατὰ κανόνα περιορίζει τὴν εὐθύνην τοῦ μεταφορέως εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας ἢ ζημίας τῶν ἀποσκευῶν.

β) Ἡ παράγραφος 4 δ' ἀπολειφθῆ καὶ ἀντικατασταθῆ ὡς ἀκολούθως:

2) Τὸ δελτίον ἀποσκευῶν, μέχρις ἀποδείξεως τοῦ ἐναντίου, θὰ ἀποτελῇ ἀπόδειξιν τῆς καταγραφῆς τῶν ἀποσκευῶν καὶ τῶν ὅρων τῆς συμβάσεως μεταφορᾶς. Ἔλλειψις, ἀνωμαλία

ἡ ἀπώλεια τοῦ δελτίου ἀποσκευῶν δὲν ἐπηρεάζει τὴν ὕπαρξιν οὔτε τὴν ἰσχὺν τῆς συμβάσεως μεταφορᾶς, ἥτις ἐν πάσῃ περιπτώσει θὰ διέπηται ὑπὸ τῶν κανόνων τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἐν τούτοις ἐὰν ὁ μεταφορεὺς δεχθῇ τὴν φύλαξιν τῶν ἀποσκευῶν ἄνευ παραδόσεως δελτίου ἀποσκευῶν ἢ ἐὰν τὸ δελτίον ἀποσκευῶν, ἐκτὸς ἐὰν συνδυάζηται μετὰ ἢ περιέχηται εἰς τὸ εἰσιτήριον τοῦ ἐπιβάτου ὅπερ ἐξεδόθη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 παράγραφος I (γ) δὲν περιέχει τὴν ὑπὸ τῆς παραγράφου I (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπαιτουμένην γνωστοποίησιν, δὲν θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρον 5.

Ἐν ἄρθρῳ 6 τῆς Συμβάσεως:

Ἡ παράγραφος 3 δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

3) Ὁ μεταφορεὺς δέον ὅπως ὑπογράφῃ πρὸ τῆς φορτώσεως τῶν ἐμπορευμάτων ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 6.

Τὸ ἄρθρον 8 τῆς Συμβάσεως δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

Ἡ ἀεροπορικὴ φορτωτικὴ θὰ περιέχῃ:

α) ἔνδειξιν τῶν σημείων ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ,

β) ἐὰν τὰ σημεῖα ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αὐτοῦ Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἓν ἢ πλείονα συμπεφωνημένα σημεῖα σταθμεύσεως εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Κράτους, ἔνδειξιν ἑνὸς τῶν σημείων τούτων σταθμεύσεως. Ἐὰν ἡ μεταφορὰ προβλέπῃ τελικὸν προορισμὸν ἢ στάθμευσιν ἐντὸς Κράτους ἑτέρου τοῦ Κράτους ἀναχωρήσεως, γνωστοποίησιν πρὸς τὸν ἀποστολέα ὅτι αὕτη δυνατὸν νὰ διέπηται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως Βαρσοβίας ἥτις κατὰ κανόνα περιορίζει τὴν εὐθύνην τοῦ μεταφορέως εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας ἢ ζημίας τῶν ἐμπορευμάτων.

Ἄρθρον 7.

Τὸ ἄρθρον 9 τῆς Συμβάσεως δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

Ἐὰν τῇ συγκαταθέσει τοῦ μεταφορέως φορτώνωνται ἐμπορεύματα ἐπὶ τοῦ ἀεροσκάφους ἄνευ ἐκδόσεως ἀεροπορικῆς φορτωτικῆς ἢ ἐὰν ἡ ἀεροπορικὴ φορτωτικὴ δὲν περιλαμβάνῃ τὴν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 8 παράγραφος γ' ἀπαιτουμένην γνωστοποίησιν, ὁ μεταφορεὺς δὲν θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρον 8.

Ἐν ἄρθρῳ 10 τῆς Συμβάσεως.

Ἡ παράγραφος 2 δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

2) Θὰ ὑπέχῃ τὴν εὐθύνην διὰ πᾶσαν ζημίαν ἣν ὑπέστη ὁ μεταφορεὺς ἢ πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἔναντι τοῦ ὁποίου ὁ μεταφορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος, ἐξ αἰτίας τῶν ἀνωμαλιῶν, ἀνακριβειῶν ἢ ἐλλείψεων τῶν ἐνδείξεων καὶ δηλώσεών του.

Ἄρθρον 9.

Ἐν τῷ ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως.

Ἡ ἀκόλουθος παράγραφος προστίθεται.

3) Οὐδέν, ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει, κωλύει τὴν ἔκδοσιν μεταβιβασίμου ἀεροπορικῆς φορτωτικῆς.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου 20 τῆς Συμβάσεως ἀπαλείφεται.

Ἄρθρον 11.

Τὸ ἄρθρον 22 τῆς Συμβάσεως θὰ ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

«Ἄρθρον 22.»

I. Ἐν τῇ μεταφορᾷ προσώπων, ἡ εὐθύνη τοῦ μεταφορέως ἔναντι ἑκάστου ἐπιβάτου περιορίζεται εἰς τὸ ποσὸν τῶν 250.000 φράγκων. Ἐν ᾗ περιπτώσει συμφώνως πρὸς τὸν νόμον τοῦ δικάζοντος δικαστηρίου, ἡ ἀποζημίωσις δύναται νὰ καθορισθῇ ὑπὸ τὴν μορφὴν περιοδικῶν παροχῶν τὸ ἀντιστοιχοῦν εἰς τὰς παροχὰς ταύτας κεφάλαιον δὲν θὰ δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ὅριον τοῦτο. Ἐν τούτοις, ὁ ἐπιβάτης, δι' εἰδικῆς συμφωνίας μετὰ τοῦ μεταφορέως θὰ δύναται νὰ συμφωνῇ ἀνώτερον ὅριον εὐθύνης.

2. α) Ἐν τῇ μεταφορᾷ τῶν καταγεγραμμένων ἀποσκευῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ἡ εὐθύνη τοῦ μεταφορέως περιορίζεται εἰς τὸ ποσὸν τῶν 250 φράγκων κατὰ χιλιόγραμμον, ἐκτὸς ἐὰν ὁ ἐπιβάτης ἢ ἀποστολεὺς ἔκαμε κατὰ τὸν χρόνον παραδόσεως τοῦ δέματος εἰς τὸν μεταφορέα εἰδικὴν δήλωσιν ἀξίας διὰ τὴν παράδοσιν εἰς τὸν προορισμὸν καὶ κατέβαλεν ἐνδεχομένως συμπληρωματικὸν τέλος. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὁ μεταφορεὺς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ πληρώσῃ μέχρι τοῦ ὕψους τοῦ δηλωθέντος ποσοῦ, ἐκτὸς ἐὰν ἀποδείξῃ ὅτι τοῦτο εἶναι ἀνώτερον τῆς διὰ τὸν ἐπιβάτην ἢ ἀποστολέα πραγματικῆς ἀξίας κατὰ τὴν παράδοσιν.

β) Ἐν περιπτώσει ἀπωλείας, ζημίας ἢ καθυστερήσεως μέρους τῶν καταγεγραμμένων ἀποσκευῶν ἢ τοῦ φορτίου ἢ ἀντικειμένου περιεχομένου ἐν αὐτοῖς τὸ βάρος ὅπερ θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ὁρίου τῆς εὐθύνης τοῦ μεταφορέως θὰ εἶναι μόνον τὸ συνολικὸν βάρος τῶν περὶ ὧν πρόκειται δεμάτων ἢ δέματος. Ἐν τούτοις, ὅτε ἡ ἀπώλεια ἢ ζημία ἢ καθυστέρησις τμήματος τῶν καταγεγραμμένων ἀποσκευῶν ἢ φορτίου ἢ ἀντικειμένου περιεχομένου ἐν αὐτοῖς, ἐπηρεάζει τὴν ἀξίαν ἑτέρων δεμάτων καλυπτομένων διὰ τοῦ αὐτοῦ δελτίου ἀποσκευῶν ἢ τῆς αὐτῆς φορτωτικῆς, τὸ συνολικὸν βάρος τοῦ ἢ τῶν δεμάτων θὰ ληφθῇ ἐπίσης ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ὁρίου εὐθύνης.

3. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀντικείμενα τῶν ὁποίων ὁ ἐπιβάτης διατηρεῖ τὴν φύλαξιν, ἡ εὐθύνη τοῦ μεταφορέως περιορίζεται εἰς 5.000 φράγκα κατ' ἐπιβάτην.

4. Τὰ καθοριζόμενα διὰ τοῦ παρόντος ἄρθρου ὅρια δὲν ἐμποδίζουν τὸ δικαστήριον νὰ ἐπιδικάσῃ, συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιόν του, ἐπὶ πλέον τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καὶ λοιπῶν δαπανῶν τῆς δίκης ἃς ὑπέστη ὁ ἐνάγων. Ἡ ἀνωτέρω διάταξις δὲν θὰ τυγχάνῃ ἐφαρμογῆς ἐὰν τὸ ποσὸν τῆς ἐπιδικασθείσης ἀποζημιώσεως, μὴ περιλαμβανομένων τῶν δικαστικῶν ἐξόδων καὶ ἄλλων δαπανῶν, δὲν ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν ὅπερ ὁ μεταφορεὺς προσέφερεν ἐγγράφως πρὸς τὸν ἐνάγοντα ἐντὸς προθεσμίας 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ συμβάντος ὅπερ προυξένησεν τὴν ζημίαν ἢ πρὸ τῆς καταθέσεως τῆς ἀγωγῆς, ἐφόσον αὕτη ἔλαβε χώραν μεταγενεστέρως.

5. Τὰ εἰς τὸ ἄρθρον τοῦτο καθοριζόμενα εἰς φράγκα ποσὰ θεωροῦνται ἀναφερόμενα εἰς νομισματικὴν μονάδα βάρους ἑξήκοντα πέντε καὶ ἡμίσεος χιλιοστογράμμων χρυσοῦ καθαρότητος ἐννεακοσίων χιλιοστῶν.

Τὰ ποσὰ ταῦτα δύνανται νὰ μετατραπῶσιν εἰς ἐθνικὰ νομίσματα παραλειπομένων τῶν κλασμάτων. Ἡ μετατροπὴ τῶν ποσῶν τούτων εἰς Ἐθνικὰ νομίσματα, ἐξαιρουμένων τῶν χρυσῶν, θὰ γίνεται ἐν πεπριπτώσει δικαστικοῦ ἀγῶνος, συμφώνως πρὸς τὴν εἰς γρυσὸν ἀξίαν τῶν νομισμάτων τούτων κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 12.

Ἐν ἄρθρῳ 23 τῆς Συμβάσεως ἡ ὑπάρχουσα διάταξις δ' ἀριθμηθῇ ὡς παράγραφος 1 καὶ θὰ προστεθῇ ἑτέρα παράγραφος ὡς ἀκολούθως.

«2. Ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν θὰ τυγχάνῃ ἐφαρμογῆς ἐπὶ διατάξεων ἀφορωσῶν ἀπώλειαν ἢ ζημίαν ὀφειλομένην εἰς τὴν φύσιν ἢ εἰς ἐνυπάρχον ἐλάττωμα τοῦ μεταφερομένου ἐμπορεύματος.

Ἄρθρον 13.

Ἐν ἄρθρῳ 25 τῆς Συμβάσεως.

Αἱ παράγραφοι 1 καὶ 2 δ' ἀπαλειφθοῦν καὶ ἀντικατασταθοῦν ὡς ἀκολούθως:

«Τὰ ἐν ἄρθρῳ 22 καθοριζόμενα ὅρια εὐθύνης δὲν θὰ τύχωσιν ἐφαρμογῆς ἐφόσον ἀποδειχθῇ ὅτι ἡ ζημία προῆλθεν ἐκ πράξεως ἢ παραλείψεως τοῦ μεταφορέως ἢ τῶν ὑπ' αὐτοῦ προστηθέντων, γενομένης μετὰ προθέσεως νὰ προξενηθῇ ζημία ἢ ἐξ ἀδιαφορίας καὶ μετὰ γνώσεως ὅτι ζημία πιθανῶς θὰ ἐπήρχετο, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἐν περιπτώσει τοιαύτης πράξεως ἢ παραλείψεως προστηθέντος ἀποδεικνύεται ἐπίσης ὅτι ὁ τελευταῖος ἐνήργει ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

Ἄρθρον 14.

Μετὰ τὸ ἄρθρον 25 τῆς Συμβάσεως θὰ προστεθῇ τὸ ἀκόλουθον ἄρθρον:

1. Ἐὰν ἐγερθῇ ἀγωγὴ κατὰ προστηθέντος ὑπὸ τοῦ μεταφορέως, συνεπείᾳ ζημίας περὶ ἧς διαλαμβάνει ἡ παροῦσα Σύμβασις, ὁ ἐν λόγῳ προστηθεὶς ἐφ' ὅσον ἀποδείξῃ ὅτι ἐνήργει ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰ ὅρια τῆς εὐθύνης ἅτινα δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ ὁ μεταφορεὺς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 22.

2. Τὸ ἄθροισμα τῶν ἐπιδικασθησομένων ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἀποζημιώσεων εἰς βάρος τοῦ μεταφορέως καὶ τῶν ὑπ' αὐτοῦ προστηθέντων δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ ἀνωτέρω ὅρια.

3. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν θὰ τυγχάνωσιν ἐφαρμογῆς ἐφ' ὅσον ἀποδειχθῇ ὅτι ἡ ζημία προῆλθεν ἐκ πράξεως ἢ παραλείψεως τοῦ προστηθέντος γενομένης μετὰ προθέσεως νὰ προξενηθῇ ἡ ζημία ἢ ἐξ ἀδιαφορίας καὶ μετὰ γνώσεως ὅτι ζημία πιθανῶς θὰ ἐπήρχετο.

Ἄρθρον 15.

Ἐν ἄρθρῳ 26 τῆς Συμβάσεως.

Ἡ παράγραφος 2 δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

2. Ἐν περιπτώσει ζημίας ὁ παραλήπτης ὀφείλει ν' ἀπευθύνῃ πρὸς τὸν μεταφορέα διαμαρτυρίαν εὐθὺς ὡς ἀνακαλύψῃ τὴν ζημίαν καὶ τὸ βραδύτερον ἐντὸς χρονικοῦ διαστήματος ἑπτὰ ἡμερῶν ἀπὸ τῆς παραλαβῆς των διὰ τὰς ἀποσκευὰς καὶ 14 ἡμερῶν διὰ τὰ ἐμπορεύματα. Ἐν περιπτώσει καθυστερήσεως ἡ διαμαρτυρία δέον νὰ λάβῃ χώραν τὸ βραδύτερον ἐντὸς εἴκοσι μίας ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν αἱ ἀποσκευαὶ ἢ τὰ ἐμπορεύματα θὰ ἔδει νὰ εἶχον τεθῇ εἰς τὴν διάθεσίν του.

Ἄρθρον 16.

Τὸ ἄρθρον 34 τῆς Συμβάσεως δ' ἀπαλειφθῇ καὶ ἀντικατασταθῇ ὡς ἀκολούθως:

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 3 ἕως 9 αἱ ἀφορῶσαι τοὺς τίτλους μεταφορᾶς δὲν θὰ τυγχάνωσιν ἐφαρμογῆς εἰς περίπτωσιν μεταφορᾶς ἐκτελουμένης ὑπὸ ἐκτάκτους περιστάσεις πέραν τῆς κανονικῆς ἐκμεταλλεύσεως ἀεροπορικῆς ἐπιχειρήσεως.

Ἄρθρον 17.

Μετὰ τὸ ἄρθρον 40 τῆς Συμβάσεως θὰ προστεθῇ τὸ ἀκόλουθον ἄρθρον:

40 Α.

1. Εἰς τὸ ἄρθρον 37 παράγραφος 2, καὶ τὸ ἄρθρον 40 παράγραφος Ι ἡ ἔκφρασις «Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος» σημαίνει «Κράτος». Εἰς ἁπάσας τὰς λοιπὰς περιπτώσεις ἡ ἔκφρασις «Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος» σημαίνει Κράτος ἡ ὑπὸ τοῦ ὁποίου ἐπικύρωσις ἢ προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν, ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ καὶ καταγγελία ταύτης δὲν ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ.

2. Ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς Συμβάσεως ἡ λέξις «ἔδαφος» σημαίνει οὐχὶ μόνον τὸ Μητροπολιτικὸν ἔδαφος ἑνὸς Κράτους, ἀλλὰ καὶ πᾶν ἕτερον ἔδαφος διὰ τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τοῦ ὁποίου τὸ Κράτος τοῦτο εἶναι ὑπεύθυνον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς τροποποιουμένης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Ἡ Σύμβασις ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, τυγχάνει ἐφαρμογῆς εἰς διεθνεῖς μεταφοράς, ὡς ὁρίζονται εἰς τὸ ἄρθρον Ι τῆς Συμβάσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὰ σημεῖα ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον τοῦτο εὑρίσκονται εἴτε ἐντὸς τοῦ ἐδάφους δύο μελῶν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, εἴτε ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς Μέλους τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἐφ' ὅσον ὑφίσταται συμπεφωνημένον σημεῖον σταθμεύσεως ἐντὸς τοῦ ἐδάφους ἑτέρου κράτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Τελικαὶ Διατάξεις

Ἄρθρον 19

Μεταξὺ τῶν Μερῶν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἡ Σύμβασις καὶ τὸ Πρωτόκολλον θὰ θεωρῶνται καὶ ἑρμηνεύωνται ὁμοῦ, ὡς ἓν ἐνιαῖον κείμενον, ὅπερ θὰ εἶναι γνωστὸν ὡς ἡ Σύμβασις Βαρσοβίας, ὡς ἐτροποποιήθη ἐν Χάγῃ ἐν ἔτει 1955.

Ἄρθρον 20.

Μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22 παράγρ. Ι, θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ παντὸς Κράτους ὅπερ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης ἔχει ἐπικυρώσει ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν σύμβασιν ἢ ἔχει συμμετάσχει εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν καθ' ἣν υἱοθετήθη τὸ πρωτόκολλον τοῦτο.

Ἄρθρον 21.

1) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν.

2) Ἐπικύρωσις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὑπὸ Κράτους ὅπερ δὲν εἶναι μέλος τῆς Συμβάσεως, θὰ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα τὴν προσχώρησιν εἰς τὴν Σύμβασιν, ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου.

3) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ κατατίθενται παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

Ἄρθρον 22

1) Εὐθὺς ὡς τριάκοντα ὑπογράψαντα Κράτη καταθέσουν τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεώς των τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, τοῦτο θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τούτων τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ τριακοστοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως. Θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ, ὡς πρὸς ἕκαστον Κράτος ἐπικυροῦν μεταγενεστέρως, τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν, ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

2) Εὐθὺς ὡς τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο τεθῇ ἐν ἰσχύϊ θὰ καταχωρισθῇ παρὰ τῷ Ὀργανισμῷ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐκ μέρους τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

Ἄρθρον 23.

1) Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος του θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν ὑπὸ παντὸς μὴ ὑπογράψαντος Κράτους.

2) Προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ὑπὸ Κράτους ὅπερ δὲν εἶναι μέλος τῆς Συμβάσεως θὰ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα τὴν προσχώρησιν εἰς τὴν Σύμβασιν ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου.

3) Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιῆται διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας καὶ θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως.

Ἄρθρον 24.

1) Πᾶν μέλος τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου δύναται νὰ καταγγείλῃ τὸ Πρωτόκολλον διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

2) Ἡ καταγγελία θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ μετὰ πάροδον ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

3) Μεταξὺ τῶν μελῶν τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου καταγγελία παρ' οἱουδήποτε ἐξ αὐτῶν τῆς Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 39 ταύτης, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ἑρμηνεύεται ὡς καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου.

Ἄρθρον 25.

1) Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ ἐφαρμόζεται ἐφ' ὅλων τῶν ἐδαφῶν διὰ τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι ὑπεύθυνον Κράτος μέλος τοῦ Πρωτοκόλλου, ἐξαιρέσει τῶν ἐδαφῶν ὡς πρὸς τὰ ὁποῖα ἐγένετο δήλωσις συμφώνως τῇ παραγρ. 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2) Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὸν χρόνον τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου του ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως νὰ δηλώσῃ ὅτι ἡ ἐκ μέρους του ἀποδοχὴ τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ ἑνὸς ἢ πλειόνων ἐδαφῶν διὰ τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τῶν ὁποίων τὸ ἐν λόγῳ Κράτος εἶναι ὑπεύθυνον.

3) Πᾶν Κράτος, δύναται, ἐν συνεχείᾳ, διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου ἐφ' οἱουδήποτε ἢ πάντων τῶν ἐδαφῶν ἐν σχέσει πρὸς τὰ ὁποῖα ἔκαμε δήλωσιν συμφώνως τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ γνωστοποίησις θέλει ἰσχύσει τὴν ἐνενηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ λήψεώς της ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης.

4) Πᾶν Κράτος Μέλος τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου δύναται νὰ καταγγείλῃ τοῦτο συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 24 παρ. 1 κεχωρισμένως δι' οἱονδήποτε ἢ πάντα τὰ ἐδάφη διὰ τὰς ἐξωτερικὰς σχέσεις τῶν ὁποίων τὸ ἐν λόγῳ Κράτος εἶναι ὑπεύθυνον.

Ἄρθρον 26.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις δύναται νὰ γίνῃ εἰς τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο. Ἐν τούτοις ἓν Κράτος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ δηλώσῃ διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, ὅτι ἡ Σύμβασις, ὡς ἐτροποποιήθη ὑπὸ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, θὲν θὰ ἐφαρμόζεται εἰς μεταφορὰς προσώπων, ἐμπορευμάτων καὶ ἀποσκευῶν, πραγματοποιουμένας διὰ τὰς στρατιωτικὰς του Ἀρχὰς ὑπὸ ἀεροσκαφῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὰ μητρῷα τοῦ Κράτους τούτου τῶν ὁποίων ἡ συνολικὴ χωρητικότης ἔχει κρατηθῇ ὑπὸ ἢ διὰ λογ)σμὸν τῶν Ἀρχῶν τούτων.

Ἄρθρον 27.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας θὰ γνωστοποιῇ ἀμέσως πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ἁπάντων τῶν ὑπογραφάντων τὴν Σύμβασιν ἢ τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο Κρατῶν, ἁπάντων τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Συμβάσεως ἢ τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου καὶ ἁπάντων τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἢ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας:

α) Πᾶσαν ὑπογραφὴν τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου καὶ τὴν ἡμερομηνίαν αὐτῆς.

β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ἀναφορικῶς πρὸς τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτης.

γ) Τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ συμφώνως τῇ παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 22.

δ) Τὴν λῆξιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως πάσης γνωστοποιήσεως καταγγελίας.

ε) Τὴν λῆψιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως πάσης δηλώσεως ἢ γνωστοποιήσεως πραγματοποιηθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 25.

στ) Τὴν λῆψιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως πάσης γνωστοποιήσεως γενομένης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 26.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον. Ἐγένετο ἐν Χάγῃ τῇ εἰκοστῇ ὀγδόῃ ἡμέρᾳ τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ πέμπτου ἔτους, συνταχθὲν εἰς τρία αὐθεντικὰ κείμενα εἰς τὴν Γαλλικήν, Ἀγγλικὴν καὶ Ἱσπανικήν. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς θὰ ἐπικρατῇ τὸ κείμενον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν εἰς ἣν συνετάγη ἡ Σύμβασις.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θέλει κατατεθῇ παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας παρὰ τὴ ὁποίᾳ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20 θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν καὶ ἡ Κυβέρνησις αὕτη θὰ διαβιβάζῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου πρὸς τὰς Κυβερνήσεις πάντων τῶν ὑπογραψάντων τὴν Σύμβασιν ἢ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον Κρατῶν, πάντων τῶν Κρατῶν μελῶν τῆς Συμβάσεως ἢ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ πάντων τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἢ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ